

ASSOCIATION MARCEL HICTER POUR LA DEMOCRATIE CULTURELLE - FMH

Le printemps arabe et le travail des groupes étudiant les politiques culturelles des pays du Maghreb et du Moyen-Orient.

3/3 Recommandations pour la poursuite de l'analyse des politiques culturelles de ces pays

Par Milena Dragicevic Sestic, collaboratrice de l'Association Marcel Hicter

9 mars 2016

Le printemps arabe et le travail des groupes étudiant les politiques culturelles des pays du Maghreb et du Moyen-Orient.

3/3 Recommandations pour la poursuite de l'analyse des politiques culturelles de ces pays

Par Milena Dragicevic Sestic, collaboratrice de l'Association Marcel Hicter¹

Méthodologie des groupes de travail

Suite à cette étude, nous avons développé un ensemble de recommandations à destination d'*Al Mawred* en ce qui concerne la gouvernance future du programme et le besoin de développer des synergies mutuelles dans une telle entreprise (Dragicevic Sestic, 2010). Tout d'abord, nous recommandons une utilisation accrue de programmes de partenariat, qui permettrait aux groupes NPC de collaborer avec les organisations et dirigeants locaux compétents. Cela assurerait une base de connaissance plus large et étendrait le réseau aux acteurs impliqués dans des initiatives similaires, à la fois à l'intérieur et à l'extérieur des frontières. Deuxièmement, nous conseillons d'établir les règles générales et les procédures en ce qui concerne la sélection des membres du groupe, ce qui permettrait au groupe initial, composé d'individus ayant des vues similaires, de garder ses portes ouvertes aux autres opérateurs culturels et donc éviter le risque d'un isolement par rapport à d'autres secteurs de la société civile. Troisièmement, un organe consultatif international, chargé de l'orientation du programme, devrait être mis en place. Ses responsabilités premières compteront la coordination interrégionale et le dialogue international afin de soutenir une communication et une collaboration accrue, particulièrement avec des

groupes similaires d'Europe, d'Asie et d'Afrique. Les pays arabes francophones devraient également exploiter leurs relations avec les autres nations francophones (cela leur assurerait une meilleure compréhension des différentes politiques culturelles, ainsi que des groupes de lobbying, servant de d'exemples pour leurs travaux futurs).

En termes de renforcement des groupes eux-mêmes, il faut considérer le recrutement d'experts issus de différents domaines, notamment du droit, de l'économie, de l'éducation et de bien d'autres, afin d'élever le niveau du débat et relever les standards de la recherche interdisciplinaire (à travers des partenariats avec la sphère académique). En soutenant et en collaborant avec les doctorants et les chercheurs, et en assurant des programmes de formation à la recherche, les groupes nationaux vont pouvoir diversifier leurs efforts et s'ouvrir à des nouvelles perspectives et, à son tour, aider au développement d'une orientation stratégique mieux définie. Cela devrait mener à une réponse plus adaptée aux besoins locaux, notamment aux problèmes de censure et de liberté d'expression propres à chaque pays, qui font actuellement l'objet de trop peu d'attention.

La question de la dénomination et de l'enregistrement prête un peu à confusion. Une politique de groupements « libres », indépendants et sans nom empêchera les groupes de se faire connaître, de soumettre leurs rapports aux think-tanks et de créer des liens avec d'autres organes de la région et du monde. Afin de progresser, cette problématique devrait être abordée au plus vite ; le groupe devrait s'enregistrer en tant qu'ONG ou think-tank et adopter un acronyme ou un nom symbolique facilement identifiable.

Le processus d'évaluation en lui-même s'est avéré stimulant pour le travail du groupe, mais il a également offert la possibilité de visualiser concrètement le travail du groupe. En général, les groupes témoignent d'une bonne organisation et se composent de personnes compétentes et énergiques. Si ces recommandations sont prises sérieusement et appliquées, une amélioration est très probable, même dans des environnements

éloignés des politiques. En résumé, le futur est prometteur pour la recherche et le développement des politiques culturelles dans la région arabe, mais pas pour les pays déchirés par la guerre et les conflits internes, où les opérateurs culturels font face à un danger imminent.

Pour résumer, l'enquête a fait apparaître les conclusions suivantes :

Chaque groupe national a fait preuve de différentes compétences utiles dans l'amélioration de la politique culturelle et de l'environnement professionnel culturel de son pays ; les groupes disposant de plus de connaissances et plus engagés, dotés d'un leadership et d'une organisation plus forte, ont fait preuve d'une influence accrue dans le domaine des politiques culturelles et ont permis des réactions plus rapides de la part de leur gouvernement. La principale faiblesse est liée aux groupes fondés d'une autre manière, souvent parmi un cercle relativement restreint de collègues et d'amis (le groupe était rarement représentatif de la totalité du secteur culturel indépendant et de la diversité du domaine culturel). Le problème principal du fonctionnement des groupes était lié à leurs mécanismes de gestion. Ils s'avèrent être le talon d'Achille du programme, étant donné que le travail repose principalement sur l'enthousiasme et la motivation de ses membres. Un mode de fonctionnement et de gouvernance plus approprié devra donc être identifié afin d'assurer une certaine efficacité du travail du groupe, ainsi que des résultats significatifs. Presque tous les éléments : structure du groupe national, ses mécanismes de fonctionnement, les liens avec les ressources disponibles et avec les expériences et connaissances individuelles (en intégrant des jeunes professionnels diplômés à l'étranger, par exemple), doivent faire l'objet d'un remaniement.

Aujourd'hui, les groupes NPC, à quelques exceptions près, sont incapables de développer leur travail de manière autonome, sans l'aide d'*Al Mawred* ou d'organisations similaires (comme *Racines*). Bien que chaque groupe ait développé un programme de travail différent et adopté des stratégies distinctes, à partir du moment où *Al Mawred* s'est retiré (à cause de la situation politique en Égypte), presque tous les groupes ont cessé leur travail. Cela était

principalement lié au manque de ressources financières et autres (aucune possibilité de transfert de fonds) mais également au manque de leadership régional et local (le départ de Basma el Hussein, anciennement à la tête d'*Al Mawred* et perçu comme un leader régional fort, a également participé au ralentissement des activités). Afin de travailler indépendamment, les groupes NPC devraient choisir leur cadre juridique et décider s'ils veulent opérer comme des entités légales séparées, ou en tant que groupes rattachés à une organisation compétente. Néanmoins, il faut noter que les groupes NPC dotés d'un leadership local reconnu (Algérie et Mauritanie) ont réussi à développer leur travail de manière plus autonome.

L'influence de chaque groupe différerait selon ses capacités et le contexte local. C'est pourquoi leurs résultats sont décrits dans une analyse organisée par pays. De manière générale, les résultats les plus importants sont liés à la sensibilisation aux politiques culturelles lors de l'élaboration de politiques publiques (pour le développement du secteur culturel), mais aussi, d'un point de vue plus général, au développement durable du pays en tant que tel. Une deuxième opération qui a porté ses fruits relève de la création d'un environnement de réflexion et de débat, où les concepts tels que *l'espace public* et *l'art comme moteur de changements sociaux* sont présentés, laissant entrevoir la possibilité d'une participation des arts et de la culture dans des réformes socio-politique démocratiques de plus grande envergure (El Sheikh, Heba 2015). À cet égard, d'importantes campagnes médiatiques ont été menées en Égypte et au Soudan, et des conférences ont été organisées dans d'autres pays. Un autre aboutissement concerne la collecte de données, le développement des pratiques de recherche et de cartographie et la diffusion du fonctionnement du « CP Mapping » et de ses méthodes à une communauté importante de praticiens (opérateurs culturels). La majorité des groupes NPC tentent d'établir un réseau restreint de collaborateurs, de telle sorte qu'il est possible de parler d'un *réseau à deux niveaux* de chercheurs et d'organisations liées aux politiques culturelles : régional (leurs liens mutuels) et national (liens au sein du pays). Ces réseaux locaux informels varient d'un pays à un autre : au Maroc, la

Maison de la Poésie a collaboré avec des universités et différentes associations régionales et professionnelles ; en Égypte, le groupe a même réussi à inclure des représentants du secteur public dans leur travail ; en Mauritanie, le groupe a fait de même avec toutes les organisations du secteur indépendant, etc.

L'absence d'une dénomination adaptée à la fois pour le programme et pour chaque groupe, susceptible de constituer un des piliers « identitaires », mais également une force mobilisatrice, empêche l'établissement des relations publiques équilibrées, en faisant une distinction claire entre les différents intervenants et organisations, qui se manifestent désormais dans la région avec le désir de réaliser un travail similaire. L'impossibilité de trouver un nom convenant à tous et l'utilisation du mot « national » prêtent encore plus à confusion, étant donné que cette dénomination est souvent utilisée pour les programmes officiels. Les besoins auxquels chaque groupe devrait pouvoir subvenir afin de continuer à se développer de manière efficace et indépendante sont nombreux. Les groupes et organisations en sous-effectif, ou celles qui s'appuient uniquement sur les fonds d'*Al Mawred*, n'ont pas pu obtenir de résultats satisfaisants. Pour améliorer ceux-ci, le programme dans son ensemble a besoin d'un sérieux remaniement pour pouvoir mettre en place des tâches et rôles aussi complexes.

En conclusion, malgré les énormes différences dans le travail et les résultats des groupes NPC (sans résultats pour ceux n'ayant pas commencé à opérer : Irak, Jordanie, Palestine, Liban, Tunisie et Yémen ; constitué de recherches et initiatives sporadiques : Syrie, Soudan ; avec des résultats visibles de différentes ampleurs : Algérie, Mauritanie, Maroc et Égypte), toutes leurs activités ont été au moins partiellement efficaces et ont fait l'objet de discussions entre les opérateurs culturels, plaçant par la même occasion la politique culturelle au cœur des préoccupations publiques.

Problématiques cruciales auxquelles doivent s'adresser les politiques culturelles et exemple éclairant de la situation au Maroc

La situation politique des pays MENA est tellement complexe que, dans beaucoup d'entre eux, des droits humains fondamentaux sont bafoués. La position de la femme dans la société ne s'améliore pas, et ce malgré le nombre conséquent de femmes travaillant dans le secteur culturel et capable de leadership (comme la célèbre ministre algérienne de la Culture, Khalida Toumi). Les infrastructures culturelles publiques sont parfois importantes (Égypte, Tunisie, Algérie) mais rarement fonctionnelles ou gérées efficacement. Les opérateurs culturels sont employés par l'État, indépendamment de leurs capacités, alors qu'un nombre important d'artistes sont laissés pour compte dans un marché inexistant, sans avoir même la possibilité de travailler dans les écoles comme professeurs d'art.

La politique culturelle n'est pas définie ou reconnue comme une discipline universitaire et il n'existe aucun institut capable de répondre à ce problème de manière systématique. Il existe des publications et des contributions individuelles à la recherche, mais elles ne sont pas exploitées par la communauté professionnelle. Les groupes NPC ont donc pallié ce manque en se focalisant sur les nombreux points urgents. Les sujets étaient très différents, allant de la liberté d'expression au statut des artistes, de l'accès et du droit à la culture aux droits des minorités et l'usage de leur langue. Les besoins varient d'un pays à un autre et selon les intérêts et capacités des groupes NPC.

Le cas du Maroc, en ce qui concerne la politique culturelle, est des plus intéressants. D'une part, la situation est loin d'être idyllique. La politique culturelle gravite essentiellement autour de grands événements largement médiatisés et dont l'organisation, très souvent, a été décidée par le Roi. Il y a également un contrôle politique assez fort. Malgré cela, il existe une série d'initiatives très vivantes artistiquement parlant, et très impliquées en matière de société. En outre, un groupe d'opérateurs culturels et d'artistes a fondé

l'association *Racines* qui, en plus d'initiatives culturelles (représentations théâtrales, débats, interventions citoyennes etc), a lancé l'initiative: « les États Généraux de la Culture ». Grâce à une analyse, sur une période de deux ans, de la situation des politiques et actions culturelles du Maroc, *Racines* a produit un « cultural mapping » très élaboré. Sur cette base, « les États Généraux de la Culture » se sont tenus à Rabat, en novembre 2014. Ils ont réuni une constellation de participants, allant du Ministre de la Culture aux artistes, en passant par les organisateurs privés, les services publics et des intervenants étrangers, experts dans le domaine culturel. S'ensuivit une série de recommandations aussi intéressantes qu'en désaccord avec les politiques culturelles officielles: il est à noter que la directrice de *Racines*, Dounia Benslimane, a obtenu le Diplôme Européen en Administration de Projets Culturels en 2013.

1 Chair Unesco et Professeur à l'Université de Belgrade, membre du Conseil d'Orientation du Diplôme Européen en Administration de Projets Culturels